

INTERVENTION 28 JUIN 2017

SUJET : CRÈCHE « L'ÎLE AUX BAMBINS » ET LES JARDINS D'APOLLINE

« Je n'aurais jamais imaginé devoir prendre la parole en séance publique pour évoquer des choses si graves puisqu'elles relèvent de la santé publique et notamment de celle de nos enfants.

Tout le monde connaît les difficultés humaines liées à ce qu'il faut bien appeler maintenant le scandale des Jardins d'Apolline.

Scandale immobilier et sanitaire aujourd'hui, scandale financier demain si les dépenses de l'Etat ne sont pas intégralement couvertes par les responsables.

Sous réserve d'un avis juridique compétent, il me semble qu'une ordonnance de réquisition devrait être aujourd'hui mise en œuvre pour reloger les malheureux occupants sans spolier ceux qui prétendent intégrer l'Engelin.

A cela s'ajoute maintenant ce qui pourrait être le drame de la crèche l'Île aux Bambins, située dans l'Hélios, juste à côté des Jardins d'Apolline et qui, pour mémoire, a été confié au même constructeur.

En effet, ce matin, les parents ont été accueillis par la directrice de l'établissement qui leur annonçait que l'on avait trouvé de la légionnelle dans l'eau...

Des mesures immédiates de protections ont été prises.

Je salue le professionnalisme et le dévouement des personnels présents qui, comme nos enfants, peuvent avoir été contaminé puisque, d'après une personne de la DAS présente sur les lieux, l'incubation peut prendre 15 jours.

Cela signifie que depuis ce matin, les familles vont vivre dans cette inquiétude-là.

Monsieur le Ministre d'Etat, les choses vont donc de mal en pis...

Je suppose que des vérifications vont maintenant être faites à tous les niveaux et notamment dans le nouveau bâtiment touché.

Pourquoi celles-ci n'ont-elles pas été anticipées ?

Que faisait le Département des Affaires sociales ?

Quelles mesures concrètes ont été prises ?

Il y aura des responsabilités à établir et vous devrez en informer la représentation Nationale ainsi que la population.

Ce n'est pas le moment !



Pour l'heure, nous exigeons une prise en compte globale du problème et nous n'accepterons aucun argument économique allant dans le sens inverse de ce que nous estimons être l'intérêt supérieur de notre Pays.

Et les faits montrent hélas que cet intérêt supérieur a été pris à la légère.

Si ma mère de 86 ans n'habitait pas Apolline et si ma fille de 3 ans n'était pas à la crèche contaminée, je dirais que je n'aimerais pas être à votre place.

Je vous remercie pour votre attention. »

Jean-Louis Grinda